



ENSEIGNEMENTS DE LA PANDÉMIE

Peter Sands, du Fonds mondial, estime que les économistes devraient s'intéresser davantage à la santé dans le monde

La COVID-19 a pris tout le monde par surprise, y compris les économistes. Les pandémies entraînent des coûts macroéconomiques colossaux, mais n'ont que récemment retenu l'attention qu'elles méritent.

Ce décalage inquiète Peter Sands, directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, dont l'expérience professionnelle relève à la fois de la finance et de la santé. Il a été président-directeur général de la banque Standard Chartered, administrateur principal non dirigeant du ministère de la Santé du Royaume-Uni et membre du conseil de la Coalition mondiale des entreprises contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

Dans un entretien avec Ruchir Agarwal, responsable du groupe de travail du FMI pour la santé mondiale et la réponse à la pandémie, créé dans le but d'intensifier la contribution du FMI à la lutte contre la COVID-19,

Peter Sands s'interroge sur la santé mondiale, les pandémies et les raisons pour lesquelles les économistes doivent y prêter attention.

F&D : Au début de la pandémie, vous avez écrit « *When Finance Fails* », ouvrage dans lequel vous enquêtez sur les raisons pour lesquelles les économistes n'ont pas su anticiper l'effondrement provoqué par la Covid. Comment expliquez-vous cet échec ?

PS : Après avoir quitté la banque Standard Chartered, j'ai travaillé à Harvard comme chargé de recherche sur l'économie et la finance de la santé mondiale, en particulier sur les pandémies. Ce qui m'a particulièrement fasciné, c'est que pratiquement aucun expert économique ou financier, y compris au FMI, n'ait semblé prendre au sérieux le risque présenté par de telles épidémies. Pour être plus précis, j'ai identifié 15 pays ayant souffert de flambées de maladies infectieuses, et j'ai examiné les rapports publiés sur ces pays par le FMI, *Standard & Poor's* et l'Economist Intelligence Unit deux ans avant et deux ans après ces flambées. Si elles ont bien été mentionnées dans 63 % des rapports du FMI publiés après leur survenue, le risque de ces épidémies n'a été évoqué dans aucun rapport publié avant, et cela ne s'applique pas uniquement aux rapports du FMI.

Comment expliquer cet angle mort ? D'une part, tous les êtres humains, même les économistes, ont du mal à évaluer des événements à faible probabilité et à fort impact. Nous les exagérons ou nous les ignorons. Nous avons tendance à étudier les risques que nous comprenons et, dans la mesure où les institutions comme le FMI ne se sentaient pas à l'aise en matière d'épidémiologie, elles n'y ont pas prêté attention. C'est un gouffre d'incompréhension qui est apparu entre le monde de la santé et celui de l'économie, tous deux très techniques et spécialisés, dont les acteurs ne parviennent pas à parler le même langage.

F&D : Quel éclairage particulier le FMI peut-il apporter pour évaluer à l'avance l'impact de telles épidémies ?

PS : Des flambées relativement insignifiantes surviennent régulièrement, mais, de temps à autre, l'une d'entre elles est un véritable raz-de-marée, comme cela a été le cas avec la COVID-19. Il est possible d'évaluer la vulnérabilité d'un pays aux épidémies et sa capacité à y faire face, tout comme le FMI évalue la capacité d'un pays à faire face à d'autres grands défis macroéconomiques, tels que les chocs liés à la liquidité. Le FMI pourrait s'appuyer sur d'autres institutions pour les aspects épidémiologiques, mais

Lorsque j'étais banquier, j'entendais les gens dire : « le temps, c'est de l'argent ». Dans l'univers de la santé mondiale, « le temps, c'est la vie ».

pourrait examiner les effets potentiels d'une épidémie sur l'économie. Les compétences et les capacités requises pour le faire sont justement ses points forts.

F&D : La COVID a-t-elle démontré que la santé revêt des aspects essentiels du point de vue macroéconomique ? Avez-vous bon espoir que des institutions comme le FMI y prêtent désormais davantage attention ?

PS : Si les grandes institutions comme le FMI n'ont pas compris que les maladies infectieuses peuvent avoir de considérables incidences macroéconomiques et financières à la suite de la COVID-19, je ne sais pas ce qui pourra les convaincre. Cette pandémie est plus monumentale encore que la crise financière mondiale. Elle a mis en évidence les modes de transmission entre les maladies et les économies et révélé notamment qui sont les gagnants et les perdants, avec parfois des surprises. Mais je pense que personne ne peut dire aujourd'hui « pour évaluer les risques économiques futurs, je peux faire abstraction de la menace d'une éventuelle pandémie ».

F&D : De votre point de vue d'expert au Fonds mondial, quelles sont les grandes priorités à court terme pour sauver des vies et favoriser une reprise économique diversifiée ?

PS : Le Fonds mondial a été créé pour lutter contre la terrible pandémie la plus récente, celle du VIH/SIDA, qui a fait près de 40 millions de victimes. Notre atout maître est la lutte contre les plus grandes maladies infectieuses. Nous avons répondu très rapidement à la crise de la COVID-19, en assurant la disponibilité de fonds dès mars 2020 et, depuis lors, nous avons décaissé environ 4 milliards de dollars. Le Fonds mondial a été le principal soutien aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire dans tous les aspects de la santé autres que les vaccins, notamment les tests de dépistage, les équipements de protection individuels et l'oxygène.

Pour vaincre la pandémie, il faut faire plus et plus vite. Dans la lutte contre les maladies infectieuses, la logique veut que l'on frappe tôt, car il y a un impact non linéaire, qu'on parvienne à les vaincre ou qu'on les laisse continuer de sévir. Il faut éviter une réponse asymétrique. Les vaccins sont notre arme la plus puissante, mais, à eux seuls, ils ne vaincront pas la COVID. Il faut une réponse plus complète, qui englobe toute une série d'autres éléments.

F&D : La pandémie a-t-elle amoindri la capacité du monde à lutter contre d'autres grandes maladies ?

PS : La COVID-19 est la pire chose qui soit arrivée à la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme. Dans notre récent rapport sur nos résultats 2020, le Fonds mondial montre que, pour la première fois en vingt ans d'histoire, nos principaux

résultats ont reculé pour les trois maladies. Autrement dit, dans la plupart des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le VIH, la tuberculose et le paludisme font davantage de victimes que la COVID. D'où la nécessité d'une réponse qui s'attaque à la fois à l'impact direct de la COVID et à ses répercussions sur ces autres maladies.

F&D : La COVID-19 pourrait-elle déclencher l'adoption d'une démarche globale à l'égard de la santé mondiale, non pas maladie par maladie, mais dans le cadre d'un tableau plus vaste ?

PS : Les populations doivent être protégées contre une pléthore d'agents pathogènes. Sauver quelqu'un de la COVID-19 n'a aucun sens s'il doit mourir ensuite de la tuberculose. Un autre enseignement à tirer est l'utilité d'une perspective de bout en bout, dans laquelle ceux qui œuvrent au déploiement de nouveaux outils médicaux travaillent de concert avec ceux chargés de les concevoir et de les mettre sur le marché.

Le troisième enseignement est la valeur du temps. Lorsque j'étais banquier, j'entendais les gens dire : « le temps, c'est de l'argent ». Dans l'univers de la santé mondiale, « le temps, c'est la vie ». Mais l'univers de la santé mondiale ne fonctionne pas toujours de cette façon ; il est plus mesuré. Nous avons répondu à la COVID à un rythme sans précédent. Nous devons reproduire cette urgence dans nos réponses aux autres maladies.

F&D : La bonne nouvelle a récemment été annoncée de l'approbation d'un vaccin contre le paludisme. Êtes-vous optimiste sur l'éventualité de vaccins dans d'autres domaines dans les mois ou années à venir ?

PS : L'expérience de la COVID-19, qui a anéanti les précédentes hypothèses sur la durée d'élaboration des réponses, notamment des tests de diagnostic rapide et des vaccins, remet en question nos attentes quant à la durée d'élaboration des réponses à d'autres maladies également. L'approbation du RTS,S, nouveau vaccin contre le paludisme, a pris des années, et le Fonds mondial a investi de l'argent dans sa mise au point. Il y a bien d'autres exemples. Nous nous sommes entretenus avec des experts dans le domaine de la tuberculose qui se réjouissent de la possibilité d'un vaccin dans quatre à cinq ans. Je pose la question suivante : si nous sommes en mesure de mettre au point un vaccin en un an à peine contre un virus qui nous était totalement inconnu, pourquoi nous réjouissons-nous d'attendre quatre à cinq ans un vaccin contre une maladie que nous connaissons depuis des siècles ? C'est toute la notion d'urgence que nous devons repenser. **FD**

Cet entretien a été édité pour des raisons de longueur et de clarté.